

Dossier d'autorisation d'urbanisme

0060292300034

Cannes La Bocca - Alpes-Maritimes

Type

Permis de demolir

État

Autorisé

Autorisation

19/09/2023

Surface créée

-

Surface démolie

-

Logements créés

-

Consulter la fiche actualisée

Scannez le QR code pour ouvrir la fiche publique du permis sur RegistreDesPermis.fr.



Export généré le 05/08/2026 à 20:04 depuis RegistreDesPermis.fr.

Les informations proviennent de données publiques importées et retraitées. Elles doivent être vérifiées auprès des sources administratives officielles avant toute décision engageante.

Synthèse du dossier

Référence	0060292300034
Type	Permis de demolir
État d'avancement	Autorisé
Nature du projet	-
Destination	-
Demandeur	ICF SUD-EST MEDITERRANEE SA D'HLM
SIREN / SIRET	775690944 / 77569094400506

Dates du dossier

Dépôt	01/01/2023
Autorisation	19/09/2023
Décision	19/09/2023
Ouverture chantier	-
Achèvement travaux	-
Prise en compte autorisation	2023-09
Prise en compte ouverture chantier	-
Dernière mise à jour Sitadel	202309

Localisation

Adresse	137 AVE MAURICE CHEVALIER LOTISSEMENT "LES MARQUISES" CANNES LA BOCCA 06150
Commune	Cannes La Bocca (06029)
Département	Alpes-Maritimes (06)
Région	Provence-Alpes-Côte d'Azur (93)
Code postal	06150
Parcelles cadastrales	AB 378

Surfaces par destination

Destination	Avant	Créée	Démolie	Transformée	Issue transfo.
-------------	-------	-------	---------	-------------	----------------

Logements

Total créés	-	Individuels créés	-
Collectifs créés	-	Démolis	-
1 pièce créé	-	2 pièces créés	-
3 pièces créés	-	4 pièces créés	-
5 pièces créés	-	6 pièces et plus créés	-
Logements sociaux	-	Logements PTZ	-

Codes métier et interventions

Type de dossier source	-
Statut source	Autorisé
Nature déclarée	-
Nature complétée	-
Destination principale	-
Zone opérationnelle	Hors zone ou non renseigné
Type principal logements créés	-
Type de transformation	-
Piscine	-
Garage	-
Extension	-
Surélévation	-

Source

Jeu de données	data.gouv.fr
Ressource	8f73cf2d-7bc4-4b5a-b912-718d6991f0a0
Première importation	19/05/2026 10:01
Dernière observation	19/05/2026 10:01

Propriétaires et sociétés liées

Société / personne	SIREN	Lien identifié
ICF SUD-EST MEDITERRANEE SA D'HLM (ICF HABITAT SUD-EST MEDITERRANEE)	775690944	Société du permis
ERNST & YOUNG AUDIT	344366315	Autre
EXCO SOCODEC	400726048	Commissaire aux comptes titulaire
BERNARD GROUSSIN	-	Commissaire aux comptes suppléant
BENEDICTE BREANT (DELIENS)	-	Commissaire aux comptes titulaire
JEAN-ROCH MICHEL VARON	-	Président de SAS
SOC IMMOBILIERE DES CHEMINS DE FER FRANC (SICF)	552001406	Membre du conseil de surveillance
ERNST & YOUNG AUDIT	344366315	Commissaire aux comptes titulaire
ANNABELLE MAURIN	-	Administrateur
ANNE GABET (DESENFANT)	-	Administrateur
FRANCK LIRZIN	-	Administrateur
NADIA POUX	-	Administrateur
SERGE GAYRAUD	-	Administrateur
XAVIER PORTAL	-	Administrateur
PRISCILLIA MUTEBA	-	Administrateurs représentant les salariés
SABRINA CHEKAOUI	-	Administrateurs représentant les salariés
SAMIA HADID	-	Administrateurs représentant les salariés
ROMAIN DUBOIS	-	Directeur Général
SYLVIE CAVROT (POLUZOT)	-	Directeur général délégué
ANTOINE DE ROCQUIGNY DU FAYEL	-	Président du conseil d'administration
GAELE GRASSET (GRASSET)	-	Membre du conseil de surveillance
GENEVIEVE CHRISTINE MARIE BEDIN (LESCURE)	-	Membre du conseil de surveillance
HELENA MARTHE PIERRETTE GOYET (DESBOS)	-	Membre du conseil de surveillance
JACQUES AUFFEVES	-	Membre du conseil de surveillance
NABILA AOUNALLAH-DJEBAILI (AOUNALLAH)	-	Membre du conseil de surveillance
THIERRY FRANCOIS MARIE BAUCHET	-	Membre du conseil de surveillance
SYLVIE CAVROT (POLUZOT)	-	Membre du directoire
PIERRE PELOUZET	-	Président du conseil de surveillance
JEAN LUC VIDON	-	Président du directoire, Membre du directoire
CAROLE HELENE MARIE BERNADETTE GAUTHIER	-	Vice-Président

**Les données affichées proviennent des sociétés, relations et dirigeants
détention ne sont pas disponibles dans l'API publique utilisée.**

Avertissement sur les données

Cet export est un document de consultation généré par RegistreDesPermis.fr à partir de données publiques d'urbanisme importées, normalisées et mises en forme.

Malgré les contrôles réalisés, certaines informations peuvent être absentes, incomplètes, mal codées dans la source, modifiées après import ou interprétées différemment par l'administration compétente.

Les dates, surfaces, logements, demandeurs, références cadastrales, coordonnées et sociétés liées sont fournis à titre informatif. Ils ne remplacent pas les arrêtés, dossiers administratifs, plans, actes notariés, informations cadastrales officielles ou consultations auprès de la mairie compétente.

Avant toute décision opérationnelle, juridique, commerciale ou financière, il convient de vérifier les informations auprès des sources officielles et, si nécessaire, auprès d'un professionnel qualifié.